

*Aurore Koechlin est doctorante en sociologie, militante féministe, autrice de La Révolution féministe (Amsterdam, 2019), dont on pourra lire [un extrait ici](#). On pourra également consulter notre dossier : « [Défaire le genre, refaire le féminisme](#) ».*

\*\*\*

Aux lendemains des Césars de la honte, l'enjeu de réussir le 8 mars qui s'annonce est d'autant plus grand : il s'agit bien, comme l'ont démontré Adèle Haenel, Aïssa Maïga et Virginie Despentes, de se lever et de se barrer, pour reconquérir la rue. Pour cela, nous ne devons pas oublier que ce 8 mars prend place dans un contexte international particulier. Depuis une dizaine d'années, le monde connaît un incontestable renouveau féministe. Des manifestations monstres (Argentine, Chili, Italie...) aux devantures des librairies, le féminisme est partout. Il est difficile de savoir si cette vague nouvelle transformera en profondeur nos sociétés, mais on peut d'ores et déjà saluer les résultats obtenus : libération de la parole sur les violences sexistes, sur les violences faites aux enfants, émergence de figures féministes fortes – fortes d'une autre façon que celle dont on représente ordinairement la force –, reconnaissance de la place centrale des femmes dans les mouvements sociaux. Celles-ci ont toujours été à l'avant des luttes, mais on ne les a pas toujours vues : aujourd'hui, on ne peut plus les ignorer.

L'accent a été mis sur l'aspect systématique des violences : au-delà des cas individuels, ce sont bien des sociétés entières qui s'organisent autour de ces violences, qui les rendent possibles, voire inévitables, qui les produisent et les reproduisent. Notre réponse doit donc se situer au même niveau. On a aussi souligné combien l'impunité servait avant tout les puissants, alors que l'on condamne quasi exclusivement les hommes de classes populaires et/ou racisés. Nous devons réfléchir à des réponses préventives plus que répressives, celles-ci étant plus que faciles à instrumentaliser contre les hommes des catégories sociales dominées et qui interviennent toujours trop tard, après que l'acte ou les actes se sont produits. Enfin, les débats ont montré combien les violences étaient démultipliées avec les réformes néolibérales. Parce que les femmes sont de moins en moins autonomes financièrement, elles ne peuvent fuir le lieu des violences, que ce soit le foyer ou le lieu de travail, parce que la destruction des services publics les assigne au travail reproductif (soin des enfants, de la maison, de la famille, ...), les normes de genre sont renforcées. Dès lors, la lutte contre les violences doit poser comme centrale la question économique et du travail.

Mais pour faire tout cela, nous avons besoin d'un véritable mouvement féministe. Les luttes du passé nous ont appris que les changements en profondeur n'avaient lieu que lorsqu'un point de rupture était atteint, qui dépassait la dénonciation de l'état existant. Dans les années 1970, la pratique illégale et massive d'avortements grâce à la méthode Karman a permis de lutter au cœur de l'oppression des femmes – leurs corps et la maîtrise de ces derniers – et de cristalliser la mobilisation autour d'une revendication tout en remettant en cause l'ensemble de la société. C'est ce que nous devons chercher à faire : dénoncer les violences est nécessaire mais pas suffisant. Il faut à présent construire une réelle mobilisation pour qu'elles prennent fin. En ce sens, le collectif argentin Ni Una Menos appelle depuis 2017 à une grève féministe internationale pour le 8 mars. Chaque année, un nouveau pays répond à l'appel : l'Italie, l'État espagnol, la Suisse, la Belgique... Qu'est-ce qu'une grève féministe ? C'est une grève totale, qui arrête le travail salarié et le travail domestique, à la fois pour montrer combien les femmes sont centrales dans le fonctionnement de la société et pour porter des revendications spécifiquement féministes. C'est une grève qui permet aux femmes de prendre conscience de leur force et de lutter pour leurs droits mais pour une évolution sociale globale. Depuis plusieurs années,

certaines organisations syndicales (Solidaires et la CGT) appellent à la grève le 8 mars. Mais il faut la construire à tous les niveaux, sur les lieux de travail et dans les quartiers. Surtout dans le contexte qui est le nôtre depuis plusieurs mois de mobilisation contre la réforme des retraites, ce 8 mars pourrait donner un nouveau point d'appui pour l'ensemble du mouvement social. Construisons la grève dès aujourd'hui, et le 8 mars : toutes et tous dans la rue !